



[PAYS : BURUNDI]

ÉTAT D’AVANCEMENT DU PROJET EN MILIEU D’ANNÉE

PÉRIODE CONSIDÉRÉE : JANVIER – JUIN 2015

Numéro de projet et titre :	PBF/BDI/A-11, numéro 00093147 "Promotion du rôle de la femme dans la consolidation de la paix"		
Organisation(s) récipiendaire (s)¹ :	ONUFEMMES Burundi		
Partenaires d’exécution (Gouvernement, agences de l’ONU, ONG etc.) :	Ministère de l’Intérieur (Ministère de tutelle) Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre Ministère de la Sécurité Publique Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) Organisations de la société civile à identifier pendant la mise en œuvre (Association des Guides du Burundi, CAFOB, Dushirehamwe, Fontaine Isoko, SPPDF)		
Budget total approuvé² :	700 000\$		
Fonds engagés³ :	269064\$	% des fonds engagés / budget total approuvé :	41,2%
Dépenses⁴ (information préliminaire) :	115952\$	% des dépenses / budget total : (taux de dépense)	17,7%
Date d’approbation du projet :	Novembre 2014	Délai possible de la date de fin des opérations initialement prévue (nombre de mois)	18 mois
Date de démarrage du projet :	Décembre 2014		
Date de fin des opérations initialement prévue :	Décembre 2016		
Résultats du projet :	Résultat 1: Les conflits communautaires (tensions politiques, problèmes de communication, violences électorales faites contre les femmes, etc.) sont réduits grâce à l’action d’un réseau d’acteurs à tous les niveaux partant de		

¹ Il faut noter que dans les cas où plusieurs agences participent, un seul rapport doit être présenté.

² Le budget approuvé correspond au montant transféré aux organisations récipiendaires.

³ Les fonds engagés sont définis par les contrats de services et de travail conformément aux règles et procédures financières des organisations récipiendaires. Fournir les informations préliminaires.

⁴ Paiements réels (contrats, services, travail) effectués suivant les engagements.

5 Les domaines de résultat du Fonds pour la consolidation de la paix sont les suivants :

1. Apporter un soutien au processus de mise en application des traités de paix et de dialogue politique (Priorité 1) :

(1.1) Réforme du secteur de la sécurité, (1.2) État de droit; (1.3) Désarmement, démobilisation et réintégration; (1.4) Dialogue politique;

2. Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2) :

(2.1) Réconciliation nationale; (2.1) Démocratie; (2.3) Gestion/ résolution des conflits;

3. Revitaliser l’économie et générer des dividendes immédiats de la paix (Priorité 3) :

(3.1) Génération d’emplois à court terme; (3.2) Subsistance durable.

4) (Ré)-établissement des services administratifs essentiels (Priorité 4).

(4.1) Renforcement de capacité nationale en services essentiels; (4.2) Extension de l’autorité de l’état/ administration locale ; (4.3) Gouvernance de ressources de consolidation de la paix (y compris le Secrétariat PBF).

	<p>l'action de femmes médiatrices reconnues par leurs communautés.</p> <p>Résultat 2: Les citoyennes et les femmes dans les institutions locales, provinciales et nationales sont actrices du dialogue national et influencent les politiques.</p> <p>Résultat 3: Le dialogue entre les responsables politiques et leurs concitoyennes est renforcé afin que les politiques soient plus inclusives des besoins de femmes, que des mécanismes de redevabilité soient établis et pour la consolidation de la paix.</p>
Domaine de priorité du Fonds⁵	Dialogue politique (Priorité 1.4)

Évaluation qualitative de l'état d'avancement du projet

<p><i>Pour chaque résultat attendu, veuillez donner des preuves de l'avancement (si elles existent) pendant la période du rapport.</i></p> <p><i>De plus, pour chaque résultat prévu, veuillez présenter brièvement les principaux produits déjà réalisés. (1000 lettres max. par résultat)</i></p>	<p>Résultat 1</p> <p>Le réseau de femmes actrices de paix et de dialogue fonctionne pleinement depuis janvier 2015 avec 516 médiatrices et 17 points focaux provinciaux (PFP).</p> <p>La performance des médiatrices est considérable: 210 conflits traités en janvier à 585 en mai et 2048 conflits ont été traités durant cette période comme le montrent les rapports mensuels des PFP. Cela témoigne de l'augmentation croissante des initiatives pour la paix menées par les médiatrices.</p> <p>Les médiatrices traitent de plus en plus de questions délicates et complexes telles que les conflits politiques et les conflits fonciers. Le nombre de conflits politiques traités est passé de 32 en janvier à 297 en mai.</p> <p>Elles sont de plus en plus sollicitées pour résoudre des conflits; ce qui démontre leur légitimité dans la communauté et la reconnaissance de leurs capacités.</p> <p>Résultat 2</p> <p>Une organisation de la société civile a été recrutée pour la mise en œuvre de la stratégie de plaidoyer pour le respect des engagements des partis politiques en faveur de la participation des femmes. Un consultant pour l'élaboration de cette stratégie a été recruté.</p> <p>Une organisation de la société civile a été recrutée pour la mise en œuvre de la stratégie de plaidoyer pour les droits des femmes. Un consultant pour l'élaboration de cette stratégie a été recruté.</p> <p>Une organisation de la société civile a été recrutée pour la</p>
--	---

	<p>mise en œuvre de la campagne d'éducation civique.</p> <p>Résultat 3 Une organisation a été recrutée pour la mise en œuvre des cadres de dialogues entre les femmes des partis politiques et qui est différent de celui du projet du PNUD. Les préparatifs sont finalisés pour la mise en œuvre de deux cadres de dialogue entre femmes des partis politiques à Cibitoke et Bubanza.</p> <p>Résultat 4</p>
<p><i>Y a-t-il des preuves que le projet a déjà un impact positif sur la consolidation de la paix ? (1000 lettres max.)</i></p>	<p>Les médiatrices s'imposent comme des alternatives aux mécanismes traditionnels de résolution des conflits. Elles maîtrisent les dynamiques de leurs communautés et mènent une action au plus près des besoins existants en prenant des initiatives.</p> <p>Elles favorisent la mise en œuvre d'actions communes en travaillant en partenariat avec l'administration et les acteurs de la prévention et la résolution des conflits. Elles impliquent notamment davantage l'administration dans la résolution des conflits. Le travail en partenariat fait partie de la stratégie de pérennisation des structures de médiation des médiatrices. Elles le font avec leurs organisations d'origine.</p> <p>Elles contribuent activement à la réduction des conflits en déchargeant les structures déjà existantes dans les communautés. Leurs succès démontrent l'impact positif sur la résolution des conflits et leurs activités de sensibilisation et de prévention des conflits a permis de rassurer les communautés dans une période complexe.</p>
<p><i>Des effets catalytiques ont-ils été constatés durant la période considérée, y compris en générant de nouveaux engagements de fonds ou en déclenchant / débloquant un processus de paix ? (1000 lettres max.)</i></p>	<p>Grâce à leur travail, les médiatrices créent une habitude de dialogue au sein des familles et des communautés pour la résolution des conflits. Il est déjà constaté que les membres de la communauté, les partenaires et l'administration sont désormais davantage convaincus par le recours au dialogue régulièrement entretenu par les médiatrices et les PFP comme le montrent leurs rapports.</p> <p>Les PFP et les médiatrices avec les organisations partenaires ont initié, comme action de consolidation de la paix, le dialogue provincial entre divers acteurs de la durant la crise actuelle. Elles font partie dans certaines provinces (comme Bujumbura Rural) des comités de crise pour régler la crise actuelle. Ce qui démontre que leur action a convaincu de l'importance de leur participation. De plus, d'autres femmes sont à leur tour encouragées à participer et prendre un leadership dans leur communauté.</p>

	<p>Les autres indications comme la réduction de la violence ne sont pas encore évaluées.</p>
<p><i>Si les progrès ont été lents ou inadéquats, indiquer les raisons principales ainsi que les actions correctrices. (1000 lettres max.)</i></p>	<p>L'atteinte des résultats 2 et 3 a été ralentie du fait de la crise politique que connaît le Burundi depuis la fin du mois d'avril 2015 et le report des élections. Les contrats signés avec 3 partenaires de mise en œuvre avant le début des manifestations politiques n'ont pas été exécutés dans le respect des chronogrammes respectifs. Ces derniers sont en cours d'adaptation.</p> <p>Plusieurs actions correctrices ont été prises:</p> <ul style="list-style-type: none"> -Une analyse serrée du contexte est effectuée et constamment actualisée afin d'adapter les actions à l'évolution de la situation. -Le chronogramme a été réajusté en fonction mais l'atteinte des objectifs ne connaîtra pas de retard. -Une analyse des capacités des partenaires de mise en œuvre a été réalisée et un suivi plus serré va être effectué afin de s'assurer que les objectifs seront atteints avant la fin du projet.
<p><i>Quelles sont les activités principales/objectifs visés pour le restant de l'année? (1000 lettres max.)</i></p>	<p>Résultat 1 : Continuer la mise en œuvre des activités du réseau de femmes actrices de paix et de dialogue et consolider les résultats déjà obtenus.</p> <p>Résultat 2 : Accélérer l'élaboration de la stratégie de plaidoyer pour les partis politiques et faire le suivi du début de sa mise en œuvre.</p> <p>Accélérer l'élaboration de la stratégie de plaidoyer pour les droits des femmes et faire le début de sa mise en œuvre</p> <p>Réaliser la campagne d'éducation civique en concordance avec le cycle électoral.</p> <p>Résultat 3 : Continuer la mise en œuvre des cadres de dialogue entre femmes des partis politiques autour de la paix. Au cours du semestre prochain, les cadres de dialogues seront étendus à 3 autres provinces. Ces femmes travailleront à la mise œuvre de la stratégie identifiée.</p> <p>Initier les cadres de dialogue entre élus et femmes au niveau local et les OSC après les élections.</p>
<p><i>Les stratégies/la durée/le budget, etc. du projet doivent-ils être rectifiés? (1000 lettres max.)</i></p>	<p>Demande de budget pour renouveler le projet des médiatrices et consolider les résultats? La durée totale du projet ne sera pas modifiée.</p>
<p><i>Quel est l'état général de la situation financière du projet (pourcentage du budget utilisé</i></p>	<p>115 952\$ ont été dépensés et 269 064\$ ont été engagés, soit 17,7% des fonds totaux dépensés et 41,2% engagés.</p>

<i>à la date du rapport) – des informations préliminaires. (1000 lettres max.)</i>	
<i>Autre information pertinente pour PBSO (et le Comité de Pilotage) sur le projet à ce stade? (1500 lettres max.)</i>	Aucune information particulière à ce stade

ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR INDICATEUR : Utiliser le *Cadre de résultats du projet* (du document de projet approuvé) pour indiquer dans le tableau ci-dessous l'état d'avancement et les dernières évolutions concernant les indicateurs clefs de performance à la fois pour les résultats et les produits. Dans les cas où des données quantitatives ne sont pas disponibles, donner une explication qualitative dans le tableau ci-dessus. (250 lettres max.)

	Indicateur de performance	Indicateur de départ	Indicateur cible de fin de projet	État d'avancement de l'indicateur actuel	Raisons du changement / délai (le cas échéant)	Indicateur cible rectifié (le cas échéant)
Résultat 1 Les conflits communautaires sont réduits grâce à l'action d'un réseau d'acteurs à tous les niveaux partant de l'action de femmes médiatrices reconnues par leurs communautés	Indicateur 1.1 Cohésion sociale accrue	Existence d'acteurs actifs dans le domaine de la prévention des conflits qui ne sont pas coordonnés.	Un réseau de femmes fonctionnel, pérenne engagé dans la prévention et la résolution des conflits communautaires.	Réseau de partenariats établis au niveau local entre les médiatrices, l'administration, les acteurs engagés dans la prévention des conflits		
	Indicateur 1.2 Reprise de dialogue	Existence d'acteurs actifs dans le domaine de la prévention des conflits qui ne sont pas coordonnés.	Un réseau de femmes fonctionnel, pérenne engagé dans la prévention et la résolution des conflits communautaires.	Réseau de femmes opérationnel: 516 femmes médiatrices à l'oeuvre dans toutes les communes du pays et 17 points focaux provinciaux travaillant à la promotion du dialogue au niveau local		
Produit 1.1 Un réseau de femmes médiatrices est mise en	Indicateur 1.1.1 Nombre d'initiatives en faveur de la paix initiées par les	Beaucoup de conflits dans les communautés et existence d'acteurs impliqués dans	Au moins une initiative en faveur de la paix par médiatrice par mois.	2048 conflits traités par les médiatrices fin mai 2015 Séances de sensibilisation à la		

place au niveau communautaire pour renforcer le dialogue national et la consolidation de la paix	médiatrices	leur résolution mais l'impact de leur action n'a pas été évalué.		paix menées dans toutes les provinces		
	Indicateur 1.1.2					
Produit 1.2	Indicateur 1.2.1					
	Indicateur 1.2.2					
Produit 1.3	Indicateur 1.3.1					
	Indicateur 1.3.2					
Résultat 2 Les citoyennes et les femmes dans les institutions locales, provinciales et nationales sont actrices du dialogue national et influencent	Indicateur 2.1 Niveau de participation des femmes accru dans les institutions et postes de responsabilité.	32% à l'Assemblée Nationale, 46% au Sénat, 32% des membres des conseils communaux et 17% des membres des conseils collinaires, 17% de femmes représentées dans les postes de	35% pour les postes politiques Au moins 30% pour les postes techniques.	Pas d'avancement de l'indicateur.	Pas de tenue des élections à la date de soumission du rapport	

les politiques.		décision dans les secteurs de la sécurité, de la gouvernance et du dével				
	Indicateur 2.2					
Produit 2.1 L'espace politique est élargi pour une participation accrue des femmes à travers la mise en œuvre d'une stratégie de plaidoyer auprès du Parlement, du Gouvernement, de l'administration locale et des partis politiques.	Indicateur 2.1.1 Existence du document de stratégie de plaidoyer	Existence d'engagement des partis politiques pour améliorer la participation de la femme	Au moins 50% des neuf catégories d'engagements pris par les partis politiques sont mis en œuvre	Consultant recruté pour l'élaboration de la stratégie de plaidoyer	Mise en œuvre ralentie par la crise politique que connaît le Burundi.	Faut-il revoir la cible à la baisse?
	Indicateur 2.1.2 Nombre d'initiatives favorisant la participation des femmes prises par les acteurs institutionnels et politiques ciblés (plan d'action, loi, règlement intérieur, etc.)	Quota d'au moins 30% prévu par la Constitution pour la participation de la femme au Parlement, au Gouvernement et dans les Conseils communaux, Rien n'est prévu pour les autres niveaux	Des membres du Parlement, au moins 3 ministères, et des membres de l'administration publique sont sensibilisés par la campagne de plaidoyer pour les droits des femmes	Pas d'avancement de l'indicateur	Mise en œuvre ralentie par la crise politique que connaît le Burundi.	

Produit 2.2 Les femmes dans les communautés et les femmes leaders à tous les niveaux disposent des capacités pour faire entendre leur voix et contribuer effectivement à un dialogue démocratique, serein et inclusif.	Indicateur 2.2.1 Nombre d'événements mis en œuvres dans le cadre de la campagne d'éducation	Les femmes des communautés connaissent mal leurs droits et devoirs politiques	Femmes, hommes et jeunes dans 5 provinces assistant aux activités sont sensibilisés sur les droits et devoirs politiques des femmes L'ensemble de la population écoutant les radios partenaires à l'heure de diffusion des spots est sensibilisée	Pas d'avancement de l'indicateur	Mise en oeuvre ralentie par la crise politique que connaît le Burundi.	
	Indicateur 2.2.2 Nombre de femmes élues dont les capacités sont renforcées notamment en leadership	Les élues de 2015 n'ont pas bénéficié de renforcement de capacités.	% de femmes nouvellement élues en 2015 dont les capacités sont renforcées: 80% au niveau national	Activité planifiée pour 2016		
Produit 2.3	Indicateur 2.3.1					
	Indicateur 2.3.2					
Résultat 3 Le dialogue entre les responsables	Indicateur 3.1 Rapprochement entre élus et communauté	Faibles liens entre les élus et leurs électrices	Un dialogue régulier existe entre élus et électrices à tous les niveaux	Pas d'avancement de l'indicateur		

politiques et leurs concitoyens est renforcé	Indicateur 3.2					
Produit 3.1 Des espaces de dialogue animés par les femmes permettent une redevabilité accrue des élus et le rapprochement entre partis politiques.	Indicateur 3.1.1 Nombre de forums provinciaux de discussions organisés pour les femmes leaders politiques et communautaires	Pas d'existence d'espaces de dialogue formels	11 espaces de dialogue animés	Préparatifs pour 2 cadres de dialogues finalisés	Mise en oeuvre ralentie par la crise politique que connaît le Burundi.	
	Indicateur 3.1.2 Taux de réalisation des engagements pris par les élus participant dans les cadres de dialogue.	Pas d'existence d'espaces de dialogue formels	Au moins 50% des engagements pris par les élus dans les espaces de dialogue sont réalisés	Pas d'avancement de l'indicateur.	Mise en oeuvre ralentie par la crise politique que connaît le Burundi.	
Produit 3.2	Indicateur 3.2.1					
	Indicateur 3.2.2					
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					
	Indicateur 3.3.2					
Résultat 4	Indicateur 4.1					

	Indicateur 4.2					
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					